

MASTER 2 VILLE ET ENVIRONNEMENTS URBAINS - NOUVEAUX MODES DE VIE

· MASTER 2 VILLE ET ENVIRONNEMENTS URBAINS - NOUVEAUX MODES DE VIE

L'objectif de ce parcours est de proposer un cursus de formation pluridisciplinaire dédié à l'étude des mutations des modes de vie et des espaces urbains.

Présentation

L'objectif de ce parcours est de proposer un cursus de formation pluridisciplinaire dédié à l'étude des mutations des modes de vie et des espaces urbains. Il vise à former des professionnels (y compris des futurs chercheurs/euses) pour les secteurs public, privé et associatif capables d'explorer des sujets, de proposer des études, de penser des observations ou de s'inscrire dans une dynamique de recherche autour des problématiques relatives aux transformations contemporaines des modes de vie et des espaces urbains.

Un des enjeux de ce parcours de formation est de resituer l'évolution des modes de vie urbains à l'articulation des transformations sociales (rapports au travail, temporalités sociales, relations familiales, structures des ménages, vieillissement de la population, révolution numérique, modes de vie écologiques etc.) et des mutations des espaces urbains. La formation vise également à rendre compte de l'imbrication de ces différents processus : nouvelles manières d'habiter et de cohabiter en ville, nouveaux voisinages, formes d'appropriations, de désappropriations et conflits d'usage, etc.

Spécificités

Stage optionnel Durée : 2 mois minimum

Candidature

Modalités de candidature

Merci de consulter la rubrique Admission du M1 Ville et environnements urbains.

Infos clés et site web

Lieu de la formation

- Campus Porte des Alpes (PDA)

Durée de la formation

500

Responsable(s) de la formation

[Christian MONTES](#)

Contact secrétariat

[Marion BANON](#)

Tél. : 04.78.69.73.36

Coût de la formation

Droits d'inscription 2020 /2021 en master 243 euros + [Contribution Vie Étudiante et de Campus \(CVEC\)](#) 92 euros.

Et après ?

Activités visées / compétences attestées

Par ses formats pédagogiques, cette formation propose l'apprentissage de compétences d'adaptation aux différentes situations ainsi que de mobilisation d'une pluralité de savoirs (ex : scientifiques, techniques, pratiques, locaux, habitants). Les aptitudes et habiletés développées sont la conceptualisation des enjeux, la problématisation des questions, le renouvellement des démarches d'observation, d'analyse et d'action, la veille stratégique, l'anticipation par la prospective de signaux plus ou moins faibles, la formalisation de projets...

Connaissances à acquérir

Par ses formats pédagogiques, cette formation propose l'apprentissage de compétences d'adaptation aux différentes situations ainsi que de mobilisation d'une pluralité de savoirs (ex : scientifiques, techniques, pratiques, locaux, habitants). Les aptitudes et habiletés développées sont la conceptualisation des enjeux, la problématisation des questions, le renouvellement des démarches d'observation, d'analyse et d'action, la veille stratégique, l'anticipation par la prospective de signaux plus ou moins faibles, la formalisation de projets...

Secteur(s) d'activités ou types d'emploi accessibles

Les champs de métiers ainsi concernés impliquent : le diagnostic et la planification spatiale, la gestion locale et de l'animation sociale, la prospective et la stratégie territoriale, l'ingénierie territoriale et l'évaluation de politiques publiques, les projets de territoire comme d'aménagement, la conception urbaine, l'étude scientifique des phénomènes urbains...

Les structures dès lors visées pour l'accueil des diplômé.es sont :

- Les institutions territoriales (publiques et parapubliques) déjà largement ouvertes à l'innovation (ex : coopération) : agences d'urbanisme et observatoires territoriaux, chambres consulaires et institutions de conseil, collectivités locales et services de l'Etat, bailleurs sociaux et sociétés d'économie mixte...
- Les structures orientées vers des expériences internationales : les grandes institutions métropolitaines, les organisations internationales et non gouvernementales, les bureaux d'études transnationaux, les grands groupes privés, les établissements de coopération intercommunale, les établissements publics d'aménagement ou fonciers...
- Les plus petites structures des mondes associatifs, coopératifs ou de l'entreprise, renouvelant métiers et domaines de compétences : énergie et prospective, images et communication, mobilités et modes de vie, systèmes locaux et formes de développement, capacitations et initiatives habitantes... ;
- Les organismes et les institutions de l'enseignement et de la recherche, ainsi que ceux de la médiation scientifique.

Au sein de ces structures, les fonctions à exercer sont alors elles-mêmes diverses :

- Directeur/trice de services, chef.fe de projets, responsable de pôles, consultant.e international.e...
- Chargé.e d'études, chargé.e de projet, chargé.e de mission, chargé.e d'opérations, chargé.e de développement...
- Ingénieur.e d'études et de recherche, animateur/rice local.e, consultant.e territorial.e